

2012 RAPPORT ANNUEL

Développement communautaire
Recherche Opérationnelle
Promotion de la Santé
Suivi et Evaluation

AVANTAGES DU TPI

Le paludisme peut causer des avortements, des naissances prématurées, des anémies sévères, des morts nés, des bébés de faible poids à la naissance. Le TPI protège la femme enceinte et son futur bébé contre le paludisme.

Le TPI est
dans l
et l

DOMAINES D'INTERVENTION

Promotion de la santé

Suivi et évaluation

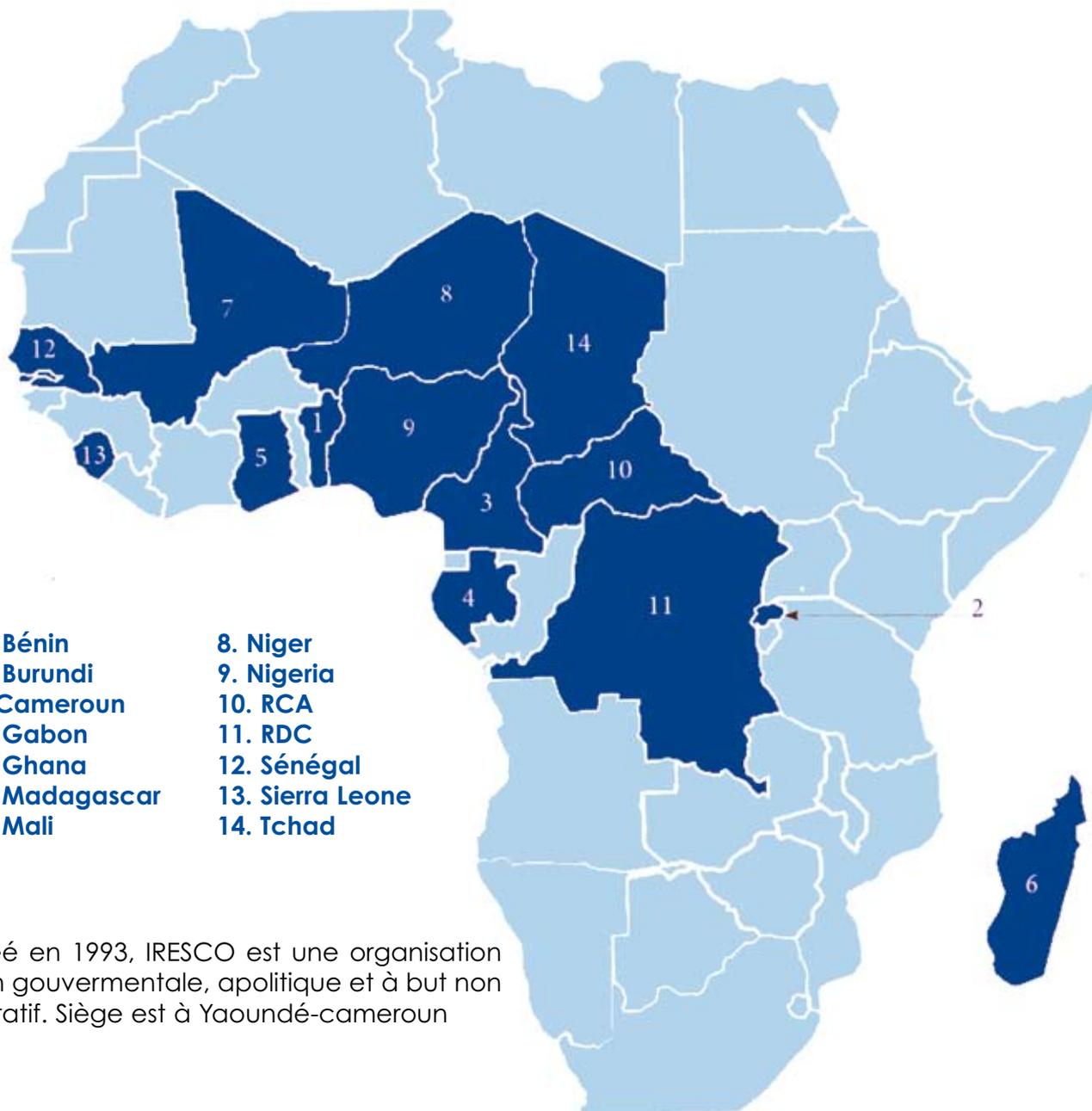
Recherche opérationnelle

Développement communautaire

Sommaire

MOT DU COORDINATEUR	5
Promotion de l'Emergence Socio-Economique des femmes... IRESCO prépare les femmes à un meilleur avenir	6
PROJET PBF : Les activités principales au Nord Ouest et au Sud Ouest	10
PROJET SUFI : LUTTE CONTRE LE PALUDISME	12
SANTE DE LA REPRODUCTION CHEZ LA JEUNE FILLE	18
ASSISTANCE TECHNIQUE	19
RESSOURCES HUMAINES	20
RESSOURCES FINANCIÈRES	22

En 2012, IRESCO, réalisé des interventions dans une dizaine de pays d'Afrique



Créé en 1993, IRESCO est une organisation non gouvernementale, apolitique et à but non lucratif. Siège est à Yaoundé-cameroun

Notre vision

Devenir un centre de référence et d'excellence en matière de recherche socio-comportementale et de promotion de la santé en Afrique.

Notre mission

Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations africaines, par la promotion et la réalisation de la recherche ainsi que des initiatives de développement à l'échelle communautaire, nationale et régionale.

Nos valeurs

- Respect
- Intégrité
- Engagement
- Excellence

MOT DU COORDINATEUR

2012 fut une année mouvementée, que l'Histoire de IRESO retiendra pour la mise en œuvre des multiples projets à fort impact sur les plans sanitaire et socio-économique, ainsi que pour les multiples prestations intellectuelles effectuées à travers l'Afrique. Du projet «Scaling Up Malaria Control for Impact in Cameroon» (SUFI), au projet «Performance Based Financing in Health Sector» (PBF), en passant par le projet «d'appui et d'accompagnement de l'association des Bayam-sellam du Cameroun», sans oublier le programme Entre Nous Jeunes (ENJ), véritable carte d'identité de IRESO, les populations de l'ensemble du territoire national, les jeunes, les femmes, etc. se sont reconnus en nos interventions à la quête leur mieux-être. Au-delà des frontières nationales, l'expertise de IRESO en matière de suivi-évaluation n'a cessé de séduire plusieurs partenaires au développement, si l'on en juge par les diverses missions d'assistance technique confiées à l'institut durant l'année 2012. En charge du fastidieux porte feuille de la Communication pour le Changement de Comportement du projet SUFI, financé par le Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, le Paludisme et la Tuberculose, IRESO n'a pas tari d'effort ou d'imagination pour mettre à l'échelle nationale, les activités de communication au niveau communautaire et à travers les mass médias. Les nombreux obstacles rencontrés sur le terrain n'ont pas freiné l'ardeur du staff de IRESO résolument rompu à la tâche. L'un des plus gros challenges qui consistait à pousser à l'action, 15500 organisations à base communautaire (OBC) à travers le pays, en leur dotant des supports de communication interpersonnelle a pu être relevé, grâce un minutieux dispositif de suivi-évaluation et surtout à la vivacité du staff impliqué à tous les niveaux. Les OBC, ayant auparavant bénéficié de renforcement des capacités, grâce à des ateliers ad-hoc auxquels s'est impliqué IRESO, ont pu ainsi relayer au niveau de leurs communautés, les messages de sensibilisation contre le paludisme, conçus par IRESO et diffusés à travers les médias de masse à couverture nationale et communautaire. C'est avec le même entrain qu'ont été menées les activités du projet PBF implémenté dans les régions du Sud Ouest et du Nord Ouest. Initié dans le cadre du programme d'appui aux investissements dans le secteur de la santé (PAISS), ce projet a ouvert l'année 2012 par la mise en place des Agences d'Achat de Performance (AAP), matérialisée par la mobilisation et la formation initiale des personnels et acteurs impliqués après l'ouverture et l'équipement des bureaux. La signature des contrats de performance avec les formations sanitaires (FOSA), les équipes cadres des districts sanitaires et les structures de dialogue concernés, a dès lors pu être effectuée dans les délais impartis, donnant ainsi lieu au démarrage des transactions entre les AAP et les FOSA sous contrat de performance. Ces transactions se traduisent par le versement des subsides aux FOSA sous contrat sur la base des performances déclarées par ces dernières et validées

par les agents vérificateurs des AAP à l'issue des missions de vérification.

L'investissement dans le vaste et délicat champ d'intervention de la promotion de l'émergence socio-économique des femmes n'a pas été du reste. 2012 a ainsi consacré le coup d'envoi d'un projet d'autonomisation des femmes revendeuses des produits vivriers et autres opératrices du secteur informel dans les marchés vivriers du Cameroun. Pour un départ, ce projet a ciblé les femmes réunies au sein de l'association dénommée "Bayam-Selam (ASBY)". L'action de IRESO s'est ainsi illustrée par le renforcement des capacités des leaders et coordonnatrices régionales de l'ASBY sur le plan du réseautage, l'appui infrastructurel et financier et le suivi et évaluation des activités de cette association. Ce projet a largement bénéficié de l'appui financier d'ONUFEMME. Que dire de la santé de la reproduction chez la jeune fille qui est l'un des domaines de prédilection de IRESO, où il s'est agi de maintenir un réseau d'échanges avec les jeunes et adolescents dans le cadre du programme Entre Nous Jeunes.

Dans la même lancée, IRESO a continué à apporter son assistance technique en matière de suivi et évaluation des projets et programmes. Ainsi, en 2012 IRESO a mobilisé ses experts en suivi-évaluation pour accompagner divers Agents Locaux du Fonds Mondial dans plusieurs missions de vérification de l'implémentation des projets financés par le Fonds. IRESO a aussi accompagné diverses autres organisations nationales et internationales dans l'évaluation de leurs projets et programmes. Il en a ainsi été du projet intitulé « Initiative de mise en place des Technologies de l'information et la communication en appui à la lutte contre les épidémies en général et le cholera en particulier au Cameroun » mis en œuvre par l'OMS. Dans le cadre de cette même prestation, IRESO a, à la demande de l'OMS produit un document de pratiques prometteuses du projet en version imprimée, assorti d'un support vidéo décliné en un documentaire de treize minutes.

Le foisonnement des activités dans divers domaines qui ont marqué l'histoire de IRESO en 2012 augure, je l'espère, des lendemains encore plus bouillonnants, tant il est vrai que l'institut poursuit inéluctablement sa marche vers des initiatives de développement à l'échelle régionale. J'ai bon espoir que 2013 apporte encore plus de levain au développement des activités de recherche opérationnelle, à la promotion de la santé, au suivi et évaluation des projets et programmes et enfin au développement communautaire amorcés depuis plus d'une décennie.



Gédéon YOMI

Promotion de l'Emergence Socio-Economique des femmes... IRESCO prépare les femmes à un meilleur avenir



“ Convaincu que le développement économique de l'Afrique passera par la femme, IRESCO œuvre depuis une vingtaine d'années pour l'épanouissement de ces dernières afin qu'elles puissent jouer pleinement le rôle qui est le leurs dans cette entreprise capitale. Pour ce faire, IRESCO pilote un ensemble d'interventions dont certaines sont conçues et mises en œuvre par les associations féminines travaillant au sein des communautés. Pour ce dernier type d'interventions, la stratégie de IRESCO repose sur :

- L'appui et l'encadrement des associations féminines ;
- Le renforcement des capacités ;
- La promotion du réseautage féminin.

”



APPUI ET ENCADREMENT DES ASSOCIATIONS FEMINIQUES

UNE APPROCHE AUX RÉSULTATS PROMETTEURS

Grâce à un appui financier de ONUFEMME Cameroun, IRESCO a lancé en 2012, le projet « d'appui et d'accompagnement de l'Association des Buyam-selam du Cameroun en vue de l'autonomisation de ses membres ». Au Cameroun, on appelle communément "buyam-selam", les personnes qui occupent la fonction de détaillants dans la chaîne d'approvisionnement ou de commercialisation des produits vivriers. Il s'agit principalement des femmes dont l'activité économique consiste à acheter des vivres frais ou secs auprès des producteurs, grossistes, ou semi-grossistes pour les revendre en détail aux consommateurs finals. Cette activité occupe plusieurs millions de personnes à travers le pays, et

majoritairement des femmes. Plusieurs d'entre elles sont regroupées au sein d'une association, l'ASBY, dont le but est de contribuer à l'autonomisation économique de ses membres.

Intéressé par l'idée de fournir un appui à un regroupement populaire des femmes pour un meilleur impact de ses interventions, IRESCO a identifié et retenu l'ASBY comme bénéficiaire principale de l'une de ses actions majeures en direction des femmes pour l'année 2012. C'est ainsi que IRESCO a réalisé une évaluation institutionnelle de cette association, pour constater que ladite association fait face à des difficultés de divers ordres qui laissent entrevoir que l'initiative de cette association manque d'encadrement technique, institutionnel et logistique, nécessaire à l'amélioration des conditions socioéconomiques de ses membres,



Atelier de formation des Buyam-selam à IRESCO

justifiant ainsi proposé par IRESCO dans le cadre du projet sus-mentionné.

L'appui d'IRESCO à ASBY couvre trois principaux axes :

- Le renforcement des capacités des leaders et coordonnatrices régionales de l'ASBY sur le plan du réseautage ;
- l'appui infrastructurel et financier;
- le suivi et l'évaluation des activités de l'association.

RENFORCER LES CAPACITES ET PROMOUVOIR LE RESEAUTAGE

POUR DES FEMMES PLUS FORTES...

AAu cours de l'année 2012 des activités de renforcement des capacités des membres de ASBY ont été lancées, rendant ainsi effectif le démarrage des activités du réseau national de l'Association des buyam-selam du Cameroun. Concrètement, on peut citer comme actions

majeures, l'ouverture du siège du réseau à Yaoundé, le recrutement d'un comptable et d'un animateur du réseau.

Concernant le renforcement des capacités, grâce à la forte mobilisation de son personnel technico-financier, IRESCO a conduit avec succès un atelier de formation des leaders et coordonnatrices régionales de l'Association des buyam-selam du Cameroun.

Représentant les dix régions du pays, ces leaders ont reçu une formation dans le domaine du réseautage, du plaidoyer, du leadership et de la planification des activités d'un réseau associatif féminin. Le but étant de leur fournir des rudiments qui les rendraient capables de mettre sur pied un réseau national, d'influencer la prise de décision par les décideurs en leur faveur, mais surtout d'assurer

leur autonomisation économique. Cet atelier a aussi été un tremplin à la tenue d'une assemblée consultative avec tous les leaders régionaux afin de décider démocratiquement des modalités de fonctionnement de leur réseau national.

En vue de la mise en application correcte des enseignements reçus, chaque leader a reçu un registre, une fiche de suivi des activités planifiées durant la formation, un téléphone portable assorti d'une puce. Cet outil de communication mis à leur disposition constitue la preuve matérielle du concept de réseautage qui leur a été enseigné. Il a aussi été question de créer une interconnexion entre les membres de l'ASBY grâce aux avantages comparatifs d'une flotte téléphonique réservée en exclusivité aux leaders régionaux de l'association. Le projet entend fournir mensuellement un forfait de crédit téléphonique d'un montant de 5000 Fcfa, devant servir à faciliter les échanges entre les différents membres de l'ASBY.

A la fin de ce projet, dont la première phase

couvre la période 2012-2013, les capacités de l'ASBY seront améliorées et renforcées dans le domaine du réseautage, de la gestion financière et de l'entrepreneuriat.

Le soutien financier prévu dès le début de l'année 2013 va constituer l'intervention phare de ce projet, étant donné que cela va en droite ligne avec l'idée d'autonomisation économique des membres de l'ASBY. Il s'agira d'octroyer des micro-crédits à une centaine des membres, lesquelles auront au préalable été formées à la gestion d'un micro-crédit. Les crédits seront octroyés pour une durée de huit mois et seront directement gérés par l'ASBY sous la supervision de IRESCO.

montant de 5000 FCFA, devant servir à faciliter les échanges entre les différents membres de l'ASBY.

A la fin de ce projet, dont la première phase couvre la période 2012-2013, les capacités de l'ASBY seront améliorées et renforcées dans le domaine du réseautage, de la gestion financière et de l'entrepreneuriat.



Remise du matériel aux responsables de l'ASBY pour la mise en œuvre et le suivi des activités de l'Association.

PROJET PBF : Les activités principales au Nord Ouest et au Sud Ouest

Initiée dans le cadre de la stratégie sectorielle de santé qui reflète la volonté des autorités camerounaises de garantir de manière pérenne, l'accès universel aux services et aux soins de santé de qualité, à travers l'amélioration de leur offre et du financement de leur demande, la Banque Mondiale et le Ministère de la Santé Publique ont convenu d'expérimenter au Cameroun, la stratégie de financement basé sur les résultats à travers le projet d'Appui à l'Investissement dans le Secteur de la Santé (PAISS).

Il s'agit d'une initiative déjà expérimentée dans nombre de pays d'Afrique subsaharienne, et dont les résultats semblent prometteurs. L'objectif du projet est de mettre en place un mécanisme de financement où les structures de santé sont subventionnées sur base de leur performance, relativement à la quantité et la qualité des services de santé rendus à la population. Pour ce faire, un projet pilote a été lancé dans 3 régions du Cameroun, dont le Nord-ouest, le Sud-ouest et l'Est.

A cet effet, le Ministère de la Santé a établi quelques contrats séparés avec des Agences d'Achat de Performance (AAP) pour fournir un appui technique à la mise en place de ce dispositif. C'est dans ce cadre qu'un consortium a été établi entre IRESCO et AEDES; lequel a été retenu comme AAP pour les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest. La mission du consortium consiste à (i) assurer la gestion de l'agence d'achat de performance (AAP) du Sud-ouest et du Nord-Ouest, (ii) assurer les formations des formateurs, (iii) assurer la fonction de vérification, contrôle et validation des résultats des structures de santé.

Le projet a démarré en janvier 2012, avec la mise en place des AAP au courant du 1er trimestre, où ont été bouclés le processus de recrutement des personnels clés et de soutien, l'ouverture des bureaux, l'achat des équipements etc. La mise en place a donné lieu à des rencontres avec différents partenaires aux niveaux central et régional. Elle a été marquée par deux cérémonies de lancement officiel du projet, au Nord-ouest, ensuite au Sud-ouest. Chaque cérémonie de lancement, présidée par le Secrétaire Général du Ministère de la Santé, a regroupé plus d'une centaine de personnes composées des responsables des formations sanitaires des districts de santé inclus dans le projet,



des chefs de service de santé desdits districts, des représentants et élus locaux au niveau des districts sanitaires concernés, des responsables régionaux de la santé, de l'équipe de la Banque Mondiale, de l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet, de l'équipe de l'AAP.

Une fois les AAP mises en place, les équipes techniques ont procédé au développement des outils de gestion (manuels de procédures techniques et financières) et des modules de formation relativement aux aspects techniques et administratifs du projet. Les activités de formation ont suivi avec la formation du personnel administratif et financier en matière de gestion financière et d'utilisation du logiciel comptable adopté pour le projet. La formation sur les aspects techniques a pris le relai avec la formation initiale des différents acteurs sur le financement basé sur les résultats et sur le manuel de procédures du projet. Cette formation a donné lieu à deux ateliers dont l'un au Nord-ouest et l'autre au Sud-ouest. Chaque atelier a regroupé 30 à 40 personnes représentant : les équipes des districts sanitaires d'intervention du projet; les équipes des Délégations Régionales de la Santé; les membres du personnel de l'agence; et d'autres personnes pertinentes invitées. Une fois formés, les formateurs ont animé les ateliers de formation des acteurs de première ligne des formations sanitaires dans les districts de santé couverts par le projet.

Faisant suite aux activités de formation initiale, diverses autres activités ont été réalisées dont principalement : la collecte des données quantitatives et qualitatives de base, le coaching des formations sanitaires et des équipes cadres des districts pour l'élaboration de leur business plan trimestriel, et la présélection des organisations à base communautaire dans le cadre de la vérification communautaire. La signature des premiers contrats avec les structures de santé est intervenue à partir du mois

de mai 2012, et à ce jour un total de 148 contrats ont été signés, dont 54 au Nord-Ouest et 94 au Sud-Ouest.

Les activités de vérification des données rapportées par les formations sanitaires (FOSA) sont également effectives. A cet effet, les vérificateurs effectuent des descentes sur le terrain pour s'assurer de la véracité et de la conformité des déclarations dans les registres des FOSA. Les données validées selon les normes du PBF sont ensuite utilisées pour calculer les subsides à payer aux FOSA relativement aux quantités de services produits. Les bonus qualité sont ajoutés aux montants à payer après l'évaluation trimestrielle de la qualité.

En dépit du démarrage effectif des activités, le projet a tout de même souffert d'un certain nombre de contraintes dont un grand retard dans l'acquisition des équipements et matériels indispensables, et particulièrement le matériel roulant (motos et véhicules), en raison des contraintes administratives en matière d'exonération fiscale et douanière.



LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Nonobstant les progrès engrangés dans le domaine de la réduction de la morbidité liée au paludisme, 31% en 2011 (Rapport annuel Programme national de Lutte contre le Paludisme 2011) contre 40% en 2007, la bataille demeure ardue alors qu'on s'achemine fatalement vers la date butoir des OMD dont l'un des objectifs majeurs consistait à « combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies » (OMD 6). Considérant le taux d'incidence mondial qui a été projeté à une valeur de 3% en 2015, on peut dire que le

Cameroun reste loin du compte. Cette situation pour le moins préoccupante a été le soubassement d'un tourbillon d'activités de lutte contre cette maladie menées par l'Etat et les partenaires au Développement. Comme en 2011, IRESCO s'est attelé à faire monter d'un cran la lutte contre le paludisme au Cameroun.

A travers l'intensification de la communication de masse et le démarrage effectif des activités de communication interpersonnelle dans les communautés. La bataille fût âpre, mais les premiers fruits commencent à poindre.



Le passage à l'échelle de la diffusion des programmes de lutte contre le paludisme

En 2012, IRESCO a contractualisé avec une quarantaine de stations radio pour assurer la diffusion des messages de lutte contre le paludisme.

Par ailleurs, l'obstacle des langues officielles qui constituaient jadis un frein à l'accès des populations analphabètes au message salvateur a été levé par IRESCO grâce à la diffusion des programmes de sensibilisation en langues véhiculaires à savoir l'Ewondo, le Duala, le Pidgin, le Fédé, le Ffuldé, le Ngomala. L'accès aux messages dans la chaleur de la langue véhiculaire a permis aux populations bénéficiaires de s'identifier comme acteurs du combat et de s'approprier la lutte contre la maladie.

Bien plus, la population tout entière a été exposée tout le long de l'année aux programmes de sensibilisation à la lutte contre le paludisme. A ce jour, une valeur cumulative de 2439 spots et 748 microprogrammes ont été diffusés à travers 43 radios et 4 chaînes de télévision sur le territoire national. Dans le même temps, la crainte de ne pouvoir assurer une longue campagne de diffusion à cause des moyens limités a été dissipée grâce à l'implication remarquable des radios communautaires.

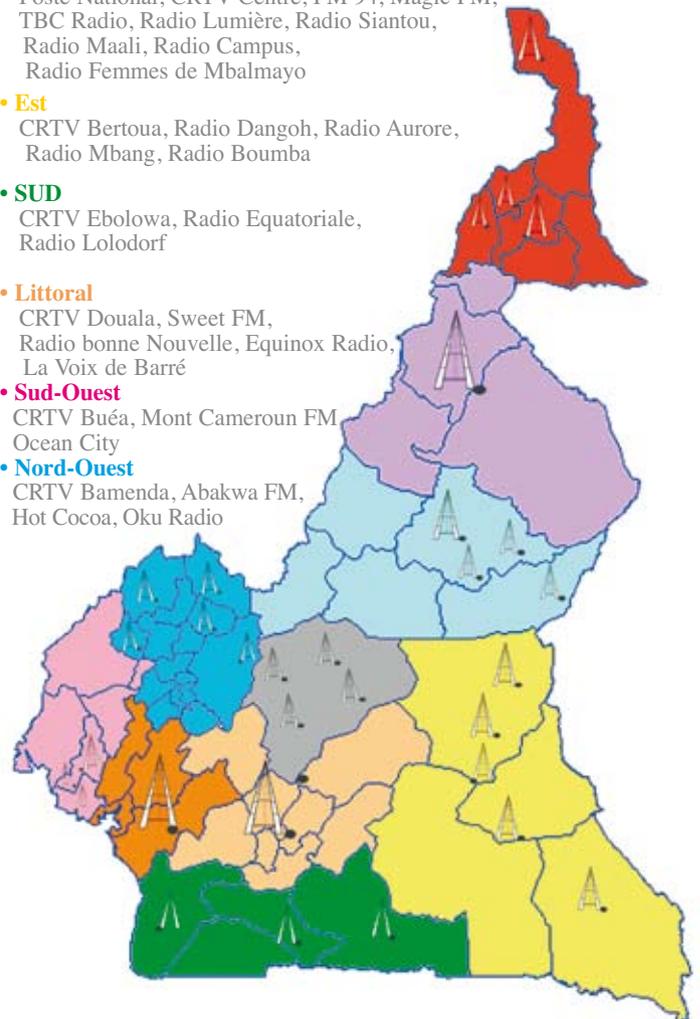
Dans l'euphorie de la diffusion de ces programmes, les radios non contractuelles ont spontanément rejoint le mouvement en diffusant elles aussi les messages grâce aux actions de plaidoyer. Par ailleurs la contribution des différents médias s'est étendue au-delà des limites contractuelles. Tel est le cas de Radio Tikiri du District de Santé de Meiganga, qui a offert une plage horaire sur ses antennes dans laquelle des leaders religieux, traditionnels et associatifs sont intervenus dans chacune des langues majoritaires de la localité, invitant toute la communauté non seulement à se protéger contre le paludisme mais aussi et surtout à se mobiliser pour lutter contre cette maladie. Partant d'un nombre réduit de diffusions,

IRESCO a pu exploser les scores en permettant aux populations d'être exposées plus longtemps aux programmes de sensibilisation.

En même temps qu'il a facilité la diffusion du message, le passage à l'échelle des campagnes de communication masse média a renforcé la résurgence des activités de communication interpersonnelle en donnant du tonus aux contenus des causeries éducatives et des visites à domicile.

Légende des stations Radios partenaires du Projet SUFI

- **Extrême-Nord**
CRTV Maroua, FM Kousseri, FM Sava, FM Mokolo
- **Nord**
CRTV Garoua
- **Adamaoua**
CRTV Adamaoua, Radio Bonne Nouvelle, Radio Annour, Radio Tikiri
- **Ouest**
CRTV Bafoussam, Radio Yemba, Radio Medjumba, Radio Batcham
- **Centre**
Poste National, CRTV Centre, FM 94, Magic FM, TBC Radio, Radio Lumière, Radio Siantou, Radio Maali, Radio Campus, Radio Femmes de Mbalmayo
- **Est**
CRTV Bertoua, Radio Dangoh, Radio Aurore, Radio Mbang, Radio Boumba
- **SUD**
CRTV Ebolowa, Radio Equatoriale, Radio Lolodorf
- **Littoral**
CRTV Douala, Sweet FM, Radio bonne Nouvelle, Equinox Radio, La Voix de Barré
- **Sud-Ouest**
CRTV Buéa, Mont Cameroun FM, Ocean City
- **Nord-Ouest**
CRTV Bamenda, Abakwa FM, Hot Cocoa, Oku Radio



La résurgence des visites à domicile et des causeries éducatives dans les communautés

L'année 2012 a été marquée par le démarrage effectif des activités de communication interpersonnelle dans les communautés. Bien qu'ayant connu un début difficile en 2011, cette approche innovante s'est concrétisée dans tout le pays grâce à l'implication massive des communautés qui ont pris conscience de l'importance de leur participation à la lutte contre le paludisme. Ainsi, ce qui jadis apparaissait comme une vue de l'esprit a pris forme à un rythme exponentiel aussitôt que IRESCO ait mis à disposition des organisations à base communautaire 37 606 boîtes à images et 190 910 affiches devant servir de supports de communication lors de leurs séances de sensibilisation.

Munies de ces supports de sensibilisation, les organisations à base communautaire ont pu effectuer 541 871 visites à domicile au cours desquelles, elles ont aidé des milliers de camerounais à accrocher les Moustiquaires Imprégnées à Longue Durée d'Action (MILDA) distribuées en couverture universelle en août 2011. Dans la même mouvance, les causeries éducatives menées par les Organisations à Base Communautaire (OBC) sur l'ensemble du territoire national ont été une occasion idoine de fournir d'amples informations aux populations. De ce fait, les préoccupations des chefs de ménages quant aux modalités d'entretien de la MILDA ont été éclaircies grâce aux messages inscrits sur les boîtes à images.

Une séance de travail avec deux OBC de l'Aire de Santé de Ndele dans le district de santé Zoatéélé.



L'OBC, Alliance de Melen Zamane dans le DS de Djoum en pleine séance de démonstration de l'installation de la MILDA.



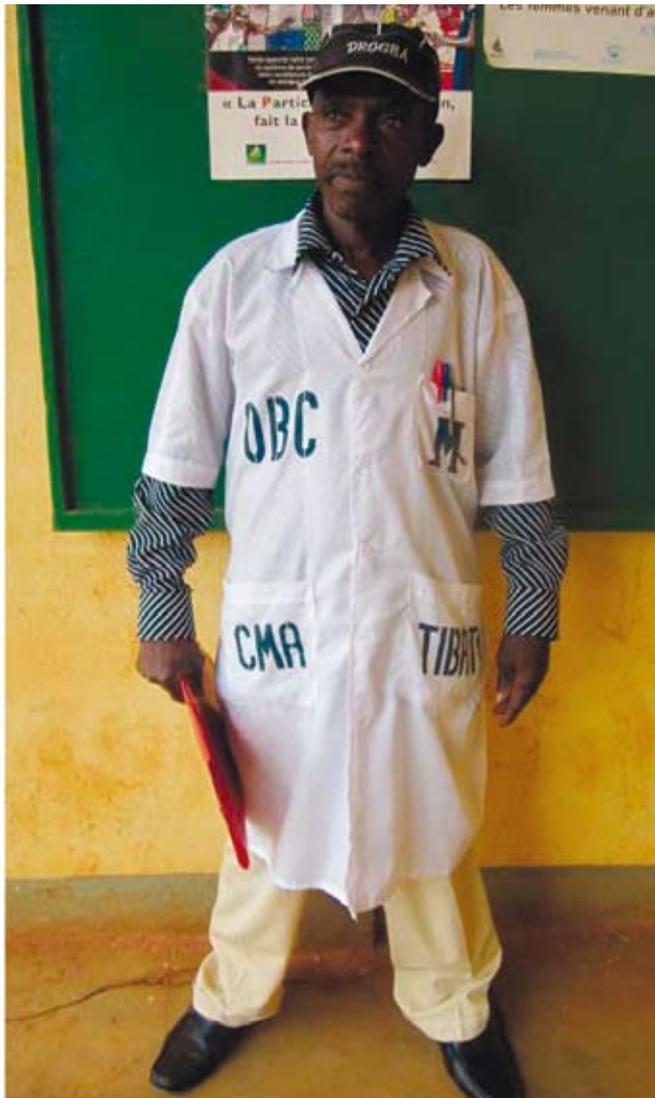
Une séance de travail avec une OBC de l'Aire de Santé d'Elon dans le Sud. Toutes les franges de la population sont prises en compte.



Même dans les communautés les plus reculées, les populations ont pris à bras le corps la lutte contre le paludisme grâce aux interventions du projet SUFI. Les résultats sont édifiants. Dans la Région du Sud, sous l'impulsion des Organisations de la Société Civile de District,

les membres des OBC s'attèlent au quotidien à la promotion des pratiques prometteuses en matière de lutte contre le paludisme. Toute occasion est propice à la diffusion des messages y relatifs.

Dans l'Adamaoua, l'appropriation du projet SUFI par les communautés s'accompagne d'initiatives édifiantes allant dans le sens de combler le gap en support d'identification des OBC, pourtant nécessaire pour faciliter l'introduction dans les ménages à l'occasion d'une visite à domicile ou d'une séance de causerie éducative.



Dans le littoral, le constat est le même. Les populations sont accompagnées dans la lutte contre le paludisme par la présence rassurante des leaders traditionnels et religieux.



Par ailleurs, grâce au renforcement de la collaboration avec le système sanitaire de base, les chefs des aires ont témoigné, tout au long de l'année, d'une implication sans réserve à soutenir et à encadrer les actions des OBC au sein de leurs communautés d'appartenance. Ainsi, l'appui technique de ces derniers s'est avéré particulièrement bénéfique dans l'élaboration des

astuces correctrices vis-à-vis des difficultés socioculturelles auxquelles étaient confrontées les OBC. A cet effet, l'accès dans les ménages qui constituait l'un des problèmes majeurs des OBC, faute de support d'identification, a été minimisé grâce aux conseils des chefs des aires de santé.





Chef Centre de Santé Intégré de Mbarang, District de santé de Meiganga dans l'Adamaoua

«Pour l'action des OBC qui dépendent de Mbarang, il n'y a pas d'inquiétude. Les OBC de Mbarang ont embrassé le projet à deux mains. Nous avons reçu les supports de communication que les présidents des OBC avaient déchargés. J'ai apporté mon appui aux OBC qui travaillent déjà sur le terrain. Heureusement durant la formation, ces agents communautaires ont été bien informés de leur usage et commencent à sensibiliser à l'aide de ces supports. Les supports de communication vont vraiment faciliter leur travail sur le terrain. »



Chef Centre de santé intégré de Gumbela, District de santé de Meiganga dans l'Adamaoua

« Les OBC mènent déjà des activités sur le terrain. Ils ont commencé par la campagne d'accrochage. Les OBC ont reçu les supports mais parfois elles manquent de préparation et vont souvent mener des activités sans les supports de communication. Ceci rend la transmission du message difficile. Lorsqu'on les retrouve dans cette situation, on les renvoie chercher le matériel éducatif et les supervise en leur montrant l'intérêt de l'utilisation des supports lors de leur séance de sensibilisation. Ceci rend même cohérent leur argumentaire.»

• Des supervisions à valeur formative

L'effectivité des supervisions de niveaux régional et central en l'occurrence, ont permis d'appuyer substantiellement les OBC dans la mise en œuvre des activités au niveau communautaire. La nature inédite des activités de communication interpersonnelle au sein des communautés a nécessité une assistance quasi permanente pour assurer la réussite des activités de lutte au niveau périphérique. Par conséquent, les supervisions se voulaient éminemment formatives. Conscients de cette

nécessité, les cadres de IRESCO n'ont eu de cesse de renforcer les capacités des acteurs de terrain lors des différentes supervisions notamment dans le domaine de la planification des visites à domicile et des causeries éducatives, dans le remplissage correct des registres communautaires et dans le reporting. Par la même occasion, l'utilisation adéquate des boîtes à images et l'élaboration des plans d'affichage des posters dans des lieux sécurisés constituent sans doute certains fruits de ces instants de coaching.



SANTÉ DE LA REPRODUCTION DE LA JEUNE FILLE, L'ÉDUCATION RESTE LE MAÎTRE-MOT !

Au Cameroun, la vulnérabilité de la jeune fille n'est plus à démontrer. Pour preuve la commémoration, de concert avec la communauté internationale, d'une journée internationale de la jeune fille témoigne à juste titre qu'il s'agit d'un réel problème qui touche des milliers de jeunes filles. Cette situation est tributaire de la vulnérabilité de la jeune fille, qui se présente sous de nombreuses facettes.

La jeune fille est en effet susceptible d'être victime d'abus de tous genres : prostitution, mariage forcé, excision etc. Dans le même registre, une grossesse conçue précocement constitue une véritable hantise chez la jeune fille. Et lorsque par un malheureux concours de circonstances, elle survient, bonjour les tourments ! Entre tentatives d'avortement et autres séquelles gynécologiques du fait de l'immaturation de son organisme, la jeune fille doit en plus faire face à l'abandon de l'auteur de la grossesse, aux perturbations scolaires et familiales, sans compter le VIH.

A cet effet l'histoire de Célia est édifiante. Il s'agit d'une élève de troisième qui s'est confiée à la rédaction du magazine Entre Nous Jeunes (ENJ), magazine éponyme produit depuis plus de 10 ans par IRESCO. On peut y lire que Célia a réussi à passer outre la sévérité de son père, qui épiait ses faits et gestes, et a fini par avoir

un petit ami comme ses camarades. Pour le rencontrer, elle a usé de différents subterfuges, allant même jusqu'à s'échapper par le plafond quand elle était consignée dans sa chambre et ce malgré le risque de bastonnades si l'escapade venait à être découverte. Malheureusement pour elle, le résultat de tout ce jeu de cache-cache ne s'est pas fait attendre. Comme elle le déclare dans sa confidence à la rédaction de ENJ, « J'ai dit à mon copain que j'étais enceinte, il n'a fait aucun commentaire. Quelques temps après, il est parti du pays à mon insu. Sa mère à qui j'ai tenté de faire part de la situation m'a rabrouée ... ». La seule solution envisageable pour elle n'était que l'avortement, dit-elle. Après plusieurs tentatives infructueuses, et à six mois de grossesse, elle s'est résolue à informer sa mère, qui a son tour en a fait part à son père. Comme on pouvait l'imaginer, ce fut le chaos. Le début d'un véritable calvaire.

Malheureusement, des Célia, il en existe beaucoup. Il est plus que jamais nécessaire que tous les intervenants à savoir parents, éducateurs, autorités et bien évidemment la jeune fille, prennent chacun à son niveau toutes les dispositions et trouvent les voies et moyens pour y remédier. Pour sa part, le Programme Entre Nous Jeunes, depuis sa création a mis un point d'honneur à renforcer les capacités des filles afin qu'elles puissent prendre des décisions réfléchies, faire des choix responsables. Ce renforcement passe par l'information et l'éducation à travers la communication interpersonnelle dans le cadre des causeries éducatives, parfois agrémentées de projections vidéo; la distribution de supports éducatifs tels les magazines, les dépliants traitant de sujets spécifiques à la santé de reproduction des filles. Le programme comme dans le cas de Célia oriente les filles vers des structures spécialisées dans la prise en charge.



ASSISTANCE TECHNIQUE

En 2012, diverses organisations ont sollicité et bénéficié de l'assistance technique de IRESCO dans le domaine du suivi-évaluation et de la communication. IRESCO a ainsi réalisé une étude d'évaluation de l'« Initiative de mise en place des Technologies de l'information et la communication en appui à la lutte contre les épidémies en général et le cholera en particulier au Cameroun ». Cette étude a été commanditée par l'OMS, Bureau Pays. IRESCO avait pour mission d'évaluer l'initiative de la mise en place des Technologies de l'Information et de la Communication en appui à la lutte contre les épidémies en général et le choléra en particulier, en faisant ressortir les effets de cette initiative sur la promptitude et la complétude de la transmission des données dans le système de santé depuis le démarrage de ce projet en 2010 jusqu'en 2012. L'objectif de cette évaluation était de déterminer si l'utilisation des TIC est une meilleure pratique dans les stratégies de renforcement du système de santé en général et du système d'information sanitaire en particulier dans un contexte de ressources limitées. L'évaluation a pu être réalisée à travers les dix régions que compte le Cameroun.

Dans le cadre du même projet, l'OMS a confié à IRESCO la réalisation du documentaire vidéo de

treize minutes « l'initiative de mise en place des Technologies de l'information et la communication en appui à la lutte contre les épidémies en général et le cholera en particulier au Cameroun » comme étant une meilleure pratique. Le documentaire a été réalisé par une équipe d'experts de IRESCO, constituée des spécialistes de la communication, laquelle a travaillé en synergie avec l'équipe d'évaluation afin de capitaliser les données collectées par cette dernière.

IRESCO a aussi réalisé plusieurs missions de vérification de l'implémentation des projets financés par le Fonds Mondial notamment au Burundi et en République Démocratique du Congo. Intervenant dans le cadre des activités traditionnelles ou de routine des agents locaux du Fonds Mondial (LFA) dans ces 2 pays, en qualité de consultant en suivi-évaluation, les experts de IRESCO ont réalisé différentes missions dont : les revues des rapports de progrès et demandes de décaissement (PU/DR) ; les vérifications des données sur site (OSDV) ; les revues des plans de suivi-évaluation des bénéficiaires principaux ainsi que les revues des cadres de performances et des budgets dans le cadre des négociations du passage en phase 2. IRESCO a ainsi réalisé au cours de cette année, cinq missions au Burundi et autant en RDC.

Enfin, dans le cadre de l'appui fourni par Grant Management Solution (GMS) aux bénéficiaires principaux des subventions du Fonds Mondial à travers le Monde, IRESCO a été retenu parmi les institutions partenaires à ce vaste projet financé par l'USAID. Il s'agit d'apporter de l'assistance technique dans les domaines de la gouvernance, de la gestion financière, du suivi-évaluation, et de la gestion des approvisionnements et des stocks. Pour ce faire, un atelier d'orientation des consultants de GMS a été organisé en décembre 2012 à Arlington aux Etats Unis, et IRESCO était représenté par l'un de ses experts en suivi-évaluation. Les différentes missions d'assistance technique sont prévues pour 2013 et IRESCO compte bien faire partie de la plupart de ces missions.



RESSOURCES HUMAINES



La richesse de l'IRESKO passe par une administration stratégique et valorisante de son personnel, une amélioration des conditions de travail, et la promotion d'un esprit d'entreprise basé sur des valeurs de Respect, Intégrité, Engagement et Excellence. L'Administration de IRESKO s'attèle depuis toujours au respect de ces valeurs cardinales, desquelles découlent inéluctablement efficacité et productivité. L'année 2012 a été marquée par plusieurs innovations au double plan de la gestion des ressources humaines et matérielles.

VALORISER LES RESSOURCES HUMAINES : UNE PRIORITÉ

La pluridisciplinarité de l'équipe de IRESKO répond tout à fait aux exigences de professionnalisme et de compétitivité de l'heure. Ce mixage de compétences diverses et variées a été préservée et renforcée au cours de l'année 2012. C'est ainsi que, des sessions de renforcement de capacités en ressources humaines, comptabilité et suivi évaluation ont été

recommandées et suivies. Matériellement, les capacités de la Responsable Administrative et la comptable ont été renforcées « **Gestion du personnel; Contrôle et audit interne au sein des entreprises** »; « **Gestion financière et comptabilité des projets** », dont les résultats ont permis de booster la performance de la gestion administrative et financière de IRESKO.

De même, IRESKO a offert à l'un de ses experts en suivi-évaluation de participer au séminaire d'orientation des consultants de Grants Management Solution (GMS) afin d'affiner leurs performances dans les cadre des missions qui leurs sont confiées. Spécialisé dans l'appui technique aux récipiendaires principaux des subventions du Fonds Mondial, ainsi qu'aux instances nationales de coordination desdites subventions, GMS s'appuie sur un réseau de consultants fournis par un ensemble de partenaires dont IRESKO fait partie. Par ailleurs, dans sa mission de contribution au

développement du Cameroun et en sa qualité d'ONG citoyenne, IRESCO a accueilli et encadré en 2012, au sein de chacun de ses départements respectifs à savoir administratif, financier, recherche et programmes, une dizaine de jeunes diplômés en quête de leur première expérience professionnelle. Ainsi, le partenariat signé avec l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS) a permis d'encadrer comme en 2011, de trois étudiants arrivés en fin de formation dans le cadre de leur stage professionnel.

La valorisation du personnel passant aussi par la reconnaissance de la participation de chacun et de tous dans l'atteinte des objectifs de l'Institut, IRESCO s'est fait un point d'honneur à le signifier au staff. Au tout début de l'année s'est tenue la cérémonie des vœux de nouvel an et de remise des cadeaux à tout le personnel. Dans la même mouvance, la célébration de la fête du travail, le 1^{er} Mai, a été pour toute l'équipe de IRESCO, un moment de convivialité célébré avec faste à travers des activités sportives, ludiques et culinaires.

PROMOUVOIR L'ESPRIT D'ASSISTANCE AUX COLLEGUES : UNE CONSTANCE ...

Les liens de solidarité se sont davantage développés au cours de cette année 2012 par une assistance active apportée à certains membres du staff à l'occasion d'évènements heureux ou malheureux, tels que des mariages et des décès des membres de leurs familles. En outre, IRESCO a octroyé des crédits scolaires remboursables sans intérêt, afin de permettre aux uns et aux autres de répondre aux exigences liées à la rentrée scolaire.

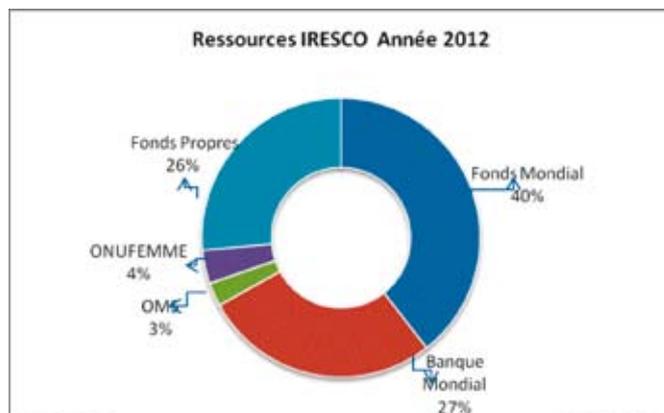
AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL : UNE RÉALITÉ...

Afin de préserver un espace professionnel confortable et d'offrir à son staff des conditions de travail idéales, des splits ont été installés dans chaque bureau. Bien plus, IRESCO s'est doté d'un logiciel d'archivage numérique de pointe. Dans l'optique de renforcer le parc automobile, l'Institut a acheté un pick up de marque Toyota Hilux flambant neuf pour faciliter la mobilité de son personnel sans cesse sollicité. Enfin, un réfectoire avec espace télé a été spécialement aménagé pour permettre au staff d'avoir des pauses café et déjeuner relaxantes.

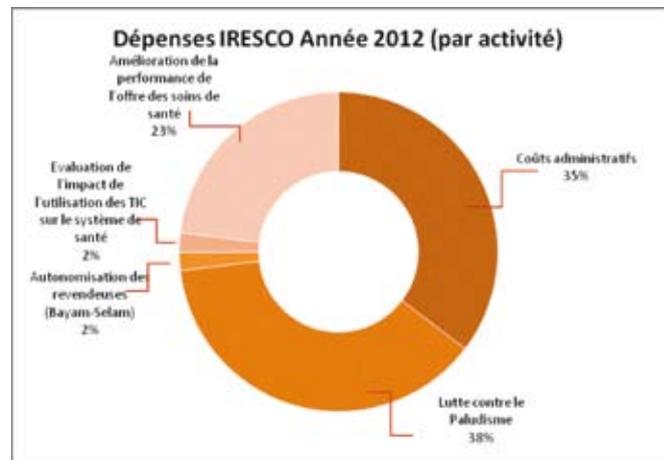


RESSOURCES FINANCIÈRES

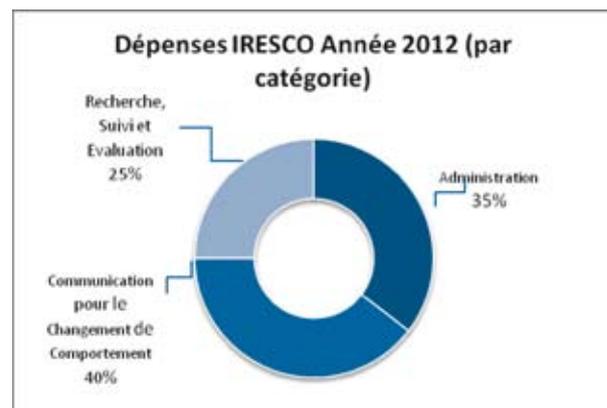
En 2012, le Fonds Mondial est resté la plus importante source de financement de IRESCO (40%). La Banque Mondiale, à travers le projet d'appui aux investissements dans le secteur de la santé s'est jointe à la liste des plus gros bailleurs de fonds de IRESCO, laquelle a contribué pour 27% des financements engrangés par IRESCO. L'appui de la Banque Mondiale est destiné au projet de financement basé sur la performance des structures sanitaires du pays. Divers autres partenaires ont financé des projets d'envergure plus modeste, tels que ONUFEMME et l'OMS. Une part non négligeable provient des fonds propres de IRESCO, lesquels sont essentiellement constitués du recouvrement des coûts des prestations offertes dans le cadre de l'assistance technique.



Les dépenses se partagent entre la lutte contre le paludisme, l'amélioration de la performance de l'offre des soins de santé, l'autonomisation des revendeuses (Buyam selam), l'évaluation de l'impact de l'utilisation des TIC sur le système de santé et les coûts administratifs.



Ces dépenses se regroupent en trois grandes catégories considérées comme les postes de dépenses principaux de IRESCO à savoir d'une part le département technique, subdivisé en deux services, le service Recherche, Suivi et Evaluation et le service Communication pour le Changement de Comportement et d'autre part, le département administratif.





Siège Social : Yaoundé

Mendong après la brigade de gendarmerie

BP : 13888 Yaoundé-Cameroun

Tél.: (237) 22 31 10 14 / 22 31 97 78

Fax: (237) 22 31 97 78

E-mail: irescoyaounde@yahoo.com

Site web : www.iresco.org

Bureau de Buéa

Immeuble CCA, Moliko

Tél/Fax : (237) 33 32 33 97

Email : pbfsouthwest@yahoo.com

Bureau de Bamenda

Ntalmulung Church Center